

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 02/10/2019

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

La CFDT n'est pas opposée par principe sur cette différenciation dans la mesure où les taux retenus prennent bien en compte qu'une installation vieillissante coûte plus cher à entretenir.

Le système risque néanmoins très peu lisible, et ne prendra pas en compte la restructuration des dettes possibles par les opérateurs. Une possibilité serait de prendre le coût réel d'emprunt des opérateurs et d'intégrer dans le CRCP les primes de pénalité de remboursement anticipé. Les opérateurs pourraient avoir l'obligation de produire une étude de restructuration de dettes chaque année

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Pas de remarques

Question 3 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Le CRCP est un bon principe, les 2% pour l'apurement vont dans le bon sens, le but du CRCP étant néanmoins d'être égal à zéro.

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Les tarifs ne peuvent guère évoluer plus vite que l'inflation, mais la rémunération des salariés ne peut être seulement indexée sur cette performance, les gains de productivité acquis via la performance des salariés doivent pouvoir aussi profiter aux salariés et à l'emploi. Une attention particulière au critère k de la formule sera nécessaire.

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La CFDT est plutôt favorable, mais demande l'intégration d'un objectif social de la maîtrise des coûts, en effet cette maîtrise ne doit pas se faire au détriment de l'emploi ou de la qualité de travail, ainsi l'ensemble de l'opérateur d'infrastructure et de ses sous-traitants devraient être certifié qualité iso. La notion environnementale devrait aussi apparaître. Une attention particulière est à prendre en compte concernant la vitesse de passage du gaz B au gaz H, et notamment la possibilité de l'étaler sur plusieurs années voir plusieurs tarifs afin que tout ne soit pas payé immédiatement avec un tarif devenant prohibitif.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Le tarif doit être incitatif pour la maîtrise des coûts mais ne doit pas pour autant inciter à la facilité de la moins disance sociale. La CFDT demande que les entreprises prestataires et les opérateurs soient socialement responsables. Le secteur gazier a besoin dans la durée d'un socle de compétences reconnues et valorisées pour garantir sa crédibilité et la sécurité indissociable du professionnalisme. La CRE doit veiller à ce que la qualité des contrats de travail ne soit pas une variable d'ajustement.

Question 7 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

Commentaire :

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

Oui

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

La R et D est essentielle en pleine transition énergétique, il semble nécessaire d'aider les infrastructure à investir dans la R et D à une hauteur d'au moins 2%

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRT gaz et Teréga ?

Commentaire :

La PPE n'est pas encore définitive et il nous semble difficile de se projeter, la CFDT espérant une hausse de l'objectif de biométhane injecté dans le réseau.

La CFDT ne partage pas le fait que dans le marché concurrentiel auquel appartient le gaz une partie de développement commercial ne soit pas compris surtout si celui-ci favorise la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

La CFDT s'interroge sur le bien-fondé de demander un avis sur la politique sociale à un cabinet extérieur alors que le sujet est de la responsabilité des sujets pris en charge par les partenaires sociaux. Les salariés des entreprises ont fait beaucoup d'efforts ces dernières années et demandent une marge de manœuvre pour la politique sociale.

La CFDT s'interroge aussi sur l'incidence de la baisse de production du gaz B, entraînant une augmentation d'importation par d'autres flux (GNL,...)

La CFDT, demande que le budget R et D soit supérieur à la demande et que celui-ci fasse l'objet d'une enveloppe dédiée avec des objectifs concertés et validés par la CRE. La R et D doit permettre d'envisager la transition énergétique et favoriser la performance du gaz comme énergie du futur.

La CFDT demande que la marge de performance réalisée par les opérateurs sur le tarif soit pour moitié orientée vers le financement de la transition énergétique et non plus entièrement perçu par l'actionnaire.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRT gaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

Pas de remarques particulières

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

Pas de remarques particulières

Question 12 : Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT 5

Fédération CFDT Chimie Energie : FCE CFDT

?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Un retour d'expérience sera nécessaire sur le sujet et si l'écart était trop important l'utilisation du CRCP pourrait être envisagé.

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La CFDT n'émet pas d'avis sur le sujet

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La CFDT n'émet pas d'avis sur le sujet